

INTERVIEW DU PREMIER MINISTRE A

" NORD-MATIN "

(16 avril 1983)

Question : En restant dans le serpent monétaire européen, le gouvernement français a choisi la rigueur. Certains observateurs ont estimé que la France avait le choix entre deux lignes économiques. La première était de demeurer fidèle à l'Europe et de réduire le différentiel d'inflation avec les pays voisins. La deuxième aurait été, en acceptant un protectionnisme temporaire, de laisser souffler l'économie française. Ce débat - trop simplifié certainement - a-t-il existé et quelles sont, Monsieur le Premier ministre, les raisons du choix européen ?

Pierre Mauroy : Au lendemain des élections municipales, le gouvernement avait effectivement un choix à faire : rester à l'intérieur du système monétaire européen ou laisser le franc trouver seul sa parité par rapport aux autres monnaies. Nous avons estimé qu'une sortie du S.M.E. nous ferait courir le risque d'une dépréciation très forte de notre monnaie par rapport à la monnaie allemande mais surtout par rapport au dollar.

Avec comme conséquence inévitable un renchérissement de nos importations en dollars dont vous savez le poids dans notre balance extérieure, et donc un surcroît d'inflation important.

En outre, il est inexact de dire que la sortie du SME aurait "permis à l'industrie française de souffler". En lui même le flottement du franc n'implique pas ce résultat. Il faudrait l'accompagner des mesures protectionnistes que vous évoquez.

Et en matière de protectionnisme - comme dans bien d'autres - il convient d'abord de ne pas se laisser prendre au piège des mots. Tous les pays rusent dans ce domaine. Le président de la République a proposé à nos partenaires européens que chacun mette ses cartes sur la table. Pour notre part, nous y sommes prêts.

../..

*Classement
Martine Poltrain*

J'ajoute qu'il peut toujours se créer, dans tel ou tel secteur, des situations exigeant des mesures particulières. Elles sont d'ailleurs prévues dans les accords internationaux. Si c'était nécessaire, nous n'hésiterions pas à y recourir, comme d'autres pays Européens l'ont fait.

Le protectionnisme est une vieille tentation française et c'est sans doute parce que nous y avons souvent succombé que nous ne sommes pas, aujourd'hui, au niveau de compétitivité industrielle digne d'un pays comme la France.

J'ai brièvement évoqué ce point dans la déclaration de politique générale que j'ai faite à l'Assemblée nationale. J'ai rappelé que les deux grandes périodes d'industrialisation de notre histoire ont été le Second Empire et les années soixante, c'est-à-dire deux moments où non seulement l'Etat a lancé de grands projets industriels mais encore où la France s'est ouverte sur le monde extérieur.

A l'inverse, la Troisième République, en revenant au protectionnisme et à notre vieux penchant malthusien, n'a pas su tirer bénéfice à plein de la reprise qui a correspondu à la "belle époque" ni de la révolution sidérurgique.

Les périodes d'industrialisation sont des périodes de fort investissement. Quand l'effort s'interrompt - ce qui a été le cas en France depuis le début de la crise mondiale, c'est-à-dire depuis une dizaine d'années - les machines et les équipements vieillissent rapidement et ce sont, progressivement, des marchés que nous perdons, faute de rester compétitifs.

A la tribune de l'Assemblée, j'ai dressé un bilan relativement détaillé du retard industriel que nous avons accumulé depuis dix ans. Je ne vous en rappellerai que deux points. De 1973 à 1981, l'investissement industriel dans le secteur productif a diminué de 15%. Dans les secteurs des biens de consommation et des biens intermédiaires, l'âge moyen des machines était, en 1981, supérieur à celui de 1963 alors qu'il s'agit pourtant de domaines à évolution technologique rapide dans lesquels le renouvellement du matériel est nécessaire à la compétitivité.

La conséquence c'est que de 1973 à 1981 la part des productions étrangères sur notre marché intérieur a augmenté de 25 à 37%.

Vous voyez donc qu'au delà du maintien ou non du franc dans le SME, notre véritable problème est de créer les conditions d'une réindustrialisation de notre pays. Nous n'atteindrons pas cet objectif en nous repliant sur nous même.

Question : L'ampleur des mesures de rigueur a surpris. Certes, le contrôle financier des séjours à l'étranger ne touche qu'une minorité qui, de toute façon, pourra partir moins loin.

Mais, la note fiscale (majoration des impôts, épargne forcée) touchera un grand nombre de contribuables modestes. Où ira exactement l'argent recueilli par l'Etat et cette rigueur est-elle, Monsieur le Premier ministre, compatible à long terme avec l'image sociale généreuse de la gauche ?

Pierre Mauroy : Si vous voulez apprécier la répartition de l'effort demandé aux Français vous pouvez distinguer, sur l'ensemble des 22 millions de foyers fiscaux, en gros trois tiers.

Le premier tiers, celui des Français dont les revenus sont les plus modestes, ne se voit demander aucun effort supplémentaire. Il n'est concerné ni par l'emprunt obligatoire ni par le prélèvement de 1% proportionnel sur le revenu imposable.

Le second tiers des Français va effectuer un effort limité puisqu'ils n'auront à acquitter que le prélèvement de 1%. Un prélèvement dont je souligne qu'il permet d'éviter d'augmenter les cotisations salariales et qu'il correspond à un changement d'assiette qui va dans le sens d'une plus grande justice.

Enfin le dernier tiers, celui qui correspond aux Français disposant des revenus les plus importants, se voit astreint, outre le prélèvement de 1%, à une épargne forcée sous forme d'une majoration de 10 % de l'impôt sur le revenu - qui est, je le souligne, progressif - et de 10 % de l'impôt sur les grandes fortunes.

Nous avons besoin d'un effort d'épargne exceptionnel afin de pouvoir faire face à l'effort d'investissement, non moins exceptionnel, que nous devons réaliser. Or, au cours des deux dernières années, nous avons réalisé des transferts sociaux, c'est-à-dire que nous avons augmenté la pression fiscale sur les plus riches au profit des moins favorisés. Plûtôt que de faire baisser leur niveau de consommation, les Français les plus favorisés ont préféré utiliser leur épargne. C'est l'une des raisons qui nous ont conduit à choisir cette formule d'épargne obligatoire.

Avec cet argent, nous allons équilibrer nos budgets sociaux et financer de manière plus saine une partie de nos dépenses. Nous allons surtout poursuivre la politique industrielle. Je veux souligner, à ce propos, que si nous nous attachons à modérer l'évolution de la demande interne, nous le faisons sans augmenter les charges fiscales et sociales des entreprises, sans toucher aux 45 milliards de crédits spéciaux destinés à l'investissement et sans remettre en cause l'effort budgétaire en faveur des groupes industriels nationalisés.

Le rétablissement de nos équilibres extérieurs est ainsi conçu de manière à préserver l'avenir.

Question : Edmond Maire, notamment, s'est plaint du manque de concertation. Le dialogue avec les syndicats va-t-il se poursuivre et va-t-il prendre des formes précises en ce qui concerne l'application des mesures de rigueur ?

Pierre Mauroy : Edmond Maire a également reconnu qu'il n'avait jamais autant négocié avec un gouvernement que depuis vingt-deux mois.

Vous savez que, compte-tenu de l'environnement économique, des mesures comme le blocage des prix et des revenus ou le plan de rétablissement de nos équilibres extérieurs ne peuvent pas être négociées préalablement. On les annonce puis on discute de la mise en oeuvre. Le fond ne peut être négocié.

Je constate que les représentants professionnels et syndicaux sont reçus et écoutés par le gouvernement chaque fois qu'ils le demandent, ou que la situation l'exige

Question : La lutte contre l'inflation entraîne, surtout lorsque les mesures sont sévères, une baisse notable de la consommation. Ces freins à la consommation risquent d'entraîner, à leur tour, des difficultés pour les entreprises puisque les débouchés se resserrent. Une aggravation du chômage est donc à craindre. Quelles sont les mesures, Monsieur le Premier ministre, qui permettront, devant la nouvelle situation économique, de faire reculer le nombre des chômeurs ?

Pierre Mauroy : Je ne conteste pas que les mesures d'assainissement de notre économie peuvent avoir des conséquences négatives sur le plan de l'emploi et rendre, en conséquence, nos objectifs plus difficiles à atteindre. Mais notre volonté de maintenir la stabilisation du chômage sur la ligne de crête des deux millions demeure entière. Je tiens à le réaffirmer.

Et pour atteindre cet objectif, nous bénéficions de la meilleure politique de l'emploi des pays industrialisés. Qui pensait, en septembre 1981, quand j'ai pris l'engagement de stabiliser le chômage à la fin de 1982 que le contrat serait rempli ? C'est pourtant chose faite. C'est pourquoi je vous répète que nous mettrons tout en oeuvre pour poursuivre ce combat.

Je ne prendrai qu'un seul exemple : l'insertion professionnelle et sociale des 16-25 ans qui représentent à eux seuls près de la moitié des chômeurs. Un plan d'ensemble a été élaboré par le gouvernement. Je vais en débattre avec les organisations syndicales et professionnelles. Nous souhaitons porter le nombre de jeunes qui, au cours d'une année, bénéficient d'une aide à la formation ou à l'insertion professionnelle à 850 000. C'est-à-dire que nous voulons assurer la formation ou l'insertion d'un nombre de jeunes équivalent à celui des moins de 25 ans qui sont actuellement au chômage.

De la même manière que j'ai toujours dit que mieux valait un retraité qu'un chômeur, j'affirme que mieux vaut un jeune en formation qu'un jeune au chômage.

Question : Le recours aux ordonnances, les mesures de rigueur fiscales, les freins apportés à la consommation, l'annonce de nouvelles économies dans la gestion de l'UNEDIC et de l'ASSEDIC ne risquent-ils pas d'entraîner un certain désenchantement dans l'électorat de gauche ? Après l'élan de la première année du septennat, une certaine désaffection était déjà perceptible lors du premier tour des municipales. Comment le gouvernement va-t-il, Monsieur le Premier ministre, "garder le contact" avec le "peuple de gauche" ?

Pierre Mauroy : La légitimité profonde de l'action du gouvernement par rapport aux Français qui lui font confiance, et plus généralement par rapport à l'ensemble de nos concitoyens, tient, me semble-il, à un point très simple. Le gouvernement depuis 2 ans, s'est attaché à mettre en oeuvre les propositions faites au pays par François MITTERRAND lors de l'élection présidentielle. L'essentiel est déjà réalisé ou engagé : plus des deux tiers, pratiquement les trois quarts. Et encore il est bien difficile de comptabiliser les propositions qui traitent des relations extérieures dans la mesure où leur concrétisation ne dépend pas uniquement de nous.

La gauche a respecté le contrat passé avec les Français. Elle a permis une fantastique avancée sociale. Une avancée sociale dont on ne trouve l'équivalent qu'en 1936 ou à la Libération.

Mais pour être durable, ce progrès social doit être garanti par une économie saine. Voilà pourquoi nous devons nous attacher à conduire une gestion rigoureuse et à rétablir rapidement nos équilibres extérieurs.

Parce qu'elle sait respecter ses engagements et parce qu'elle assume toutes les responsabilités de la gestion du pays, la gauche affirme ainsi sa légitimité.

A ce propos, je constate que l'opposition s'attache à tenter de remettre en cause cette légitimité du gouvernement par exemple en ne cessant de prophétiser des élections législatives anticipées. Je tiens à votre disposition un répertoire de citations des dirigeants de l'opposition qui est on ne peut plus explicite.

Cette démarche traduit un refus d'accepter le verdict des élections et donc une certaine remise en cause des principes même de la démocratie.

Chacun doit comprendre, dans la majorité comme dans l'opposition, qu'il faut respecter les rythmes institutionnels et travailler avec le temps. Nombre des mesures que nous avons prises, nombre de réformes que nous avons engagées ne produiront tous leurs effets que dans plusieurs mois, voire plusieurs années. Il ne suffit pas de semer. Il faut savoir ensuite faire germer et entretenir avant de pouvoir récolter. L'heure de la moisson viendra. Nous avons le temps.

====*==*==*